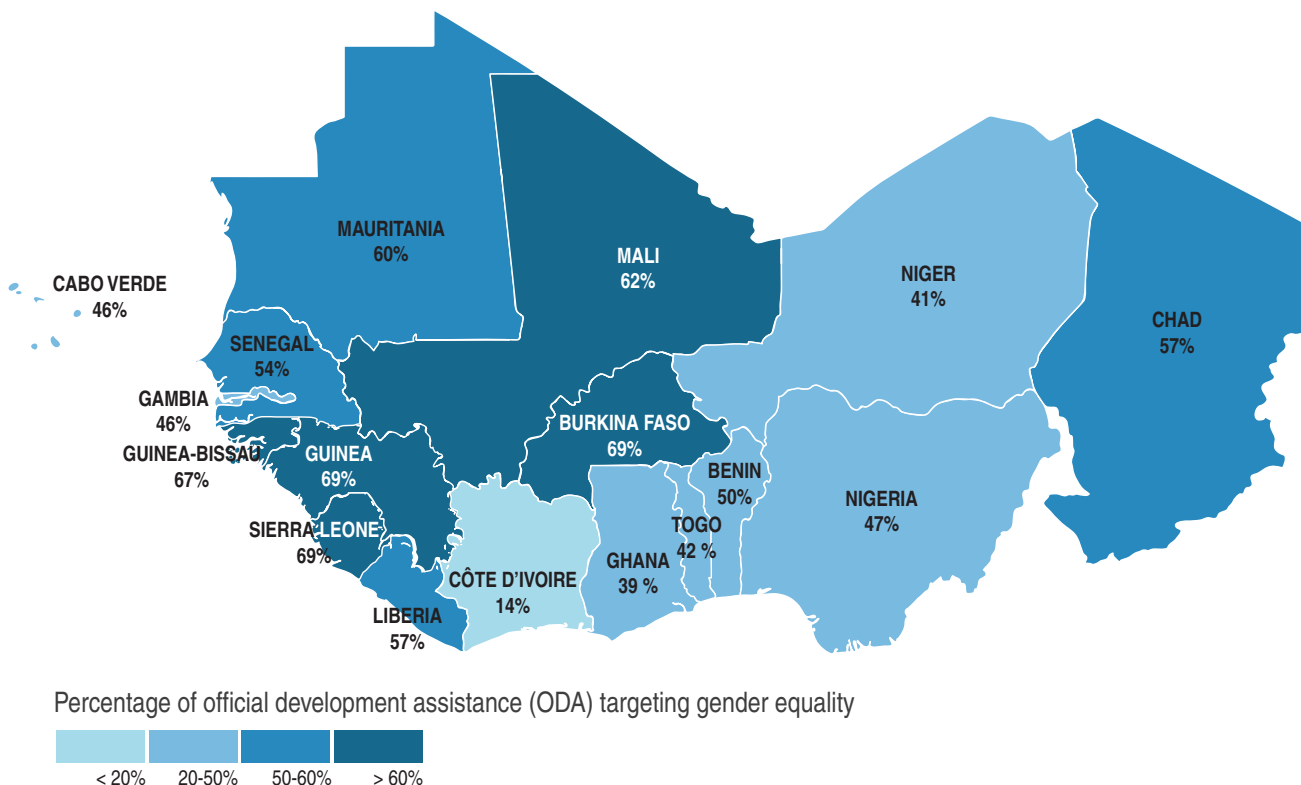




## FINANCING FOR GENDER EQUALITY IN WEST AFRICA

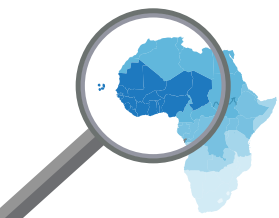


Source: "Financing for gender equality in the Sahel and West Africa", (2022), West African Papers, OECD Publishing, Paris.  
© 2022. Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)

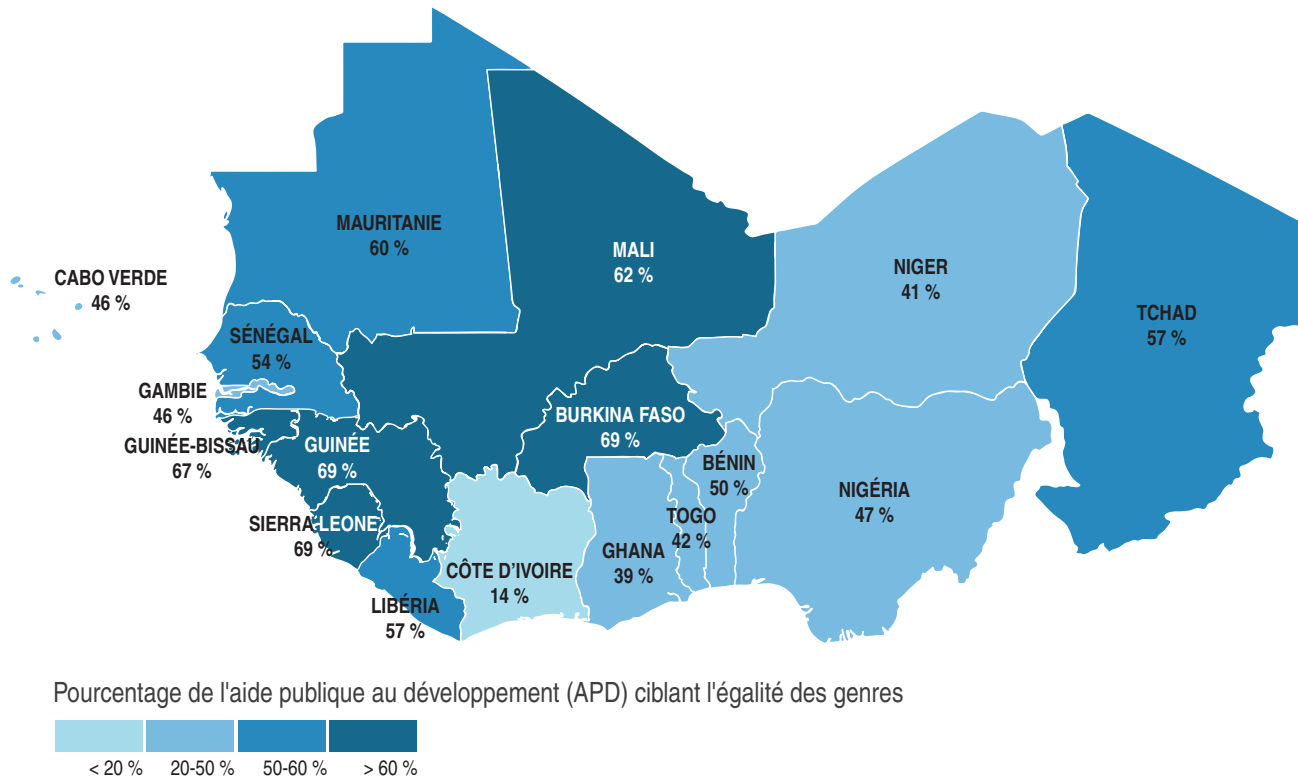
Official development assistance (ODA) for gender equality in the Sahel and West Africa has increased from USD 2.7 billion in 2012-13 to USD 4.2 billion in 2018-19. The share of ODA including gender objectives has thus increased from 31% to 41%. Burkina Faso, Guinea, Guinea-Bissau, Sierra Leone and Mali were the top five recipients in 2018-19. The most active development partners in this domain were the United States (USD 734 million), Germany (USD 608 million) and France (USD 515 million). Sectors receiving the highest share of gender-focused aid include health (69%), education (64%), governance and civil society (61%) as well as water supply and sanitation (58%). The humanitarian sector (20%) and economic sectors including transport (9%), energy (21%) and urban development (23%) lag behind.

Listening to and supporting local women's organisations, who are critical actors in delivering support across sectors, could help accelerate progress in addressing gender inequalities. Aid to these organisations stands at only USD 49 million or less than 0.5% of total ODA to the region. While increasing the extent to which gender equality is integrated into ODA and programming is a step in the right direction, it is equally important to understand how financing and programming impact levels of gender equality over time. Gender data gaps can lead to an overall limited understanding of how and where financing can be most effective. A deeper review and evaluation of the quality and effectiveness of programming and financing is required in this regard.

This document has been jointly prepared by the Sahel and West Africa Club Secretariat and the Development Co-operation Directorate, OECD.



## FINANCEMENT DE L'ÉGALITÉ DES GENRES EN AFRIQUE DE L'OUEST



Source : « Financement de l'égalité des genres au Sahel et en Afrique de l'Ouest » (2022), Notes ouest-africaines, OECD publishing, Paris.  
© 2022. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

L'aide publique au développement (APD) consacrée à l'égalité des genres au Sahel et en Afrique de l'Ouest est passée de 2,7 à 4,2 milliards d'USD entre 2012-2013 et 2018-19. La part de l'APD incluant des objectifs de genre est ainsi passée de 31 % à 41 %. Le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Mali en étaient les cinq principaux bénéficiaires en 2018-19. Les partenaires de développement les plus actifs dans ce domaine étaient les États-Unis (734 millions USD), l'Allemagne (608 millions USD) et la France (515 millions USD). Les secteurs recevant la plus grande part de l'aide incorporant des objectifs d'égalité de genre, sont la santé (69 %), l'éducation (64 %), la gouvernance et l'appui à la société civile (61 %) ainsi que l'approvisionnement en eau et l'assainissement (58 %). Le secteur humanitaire (20 %) et les secteurs économiques, notamment les transports (9 %) ainsi que l'énergie (21 %) et le développement urbain (23 %), sont quant à eux moins bien pourvus.

Il apparaît impératif de mieux écouter et soutenir les organisations féminines locales qui sont essentielles pour accélérer les progrès en matière d'égalité de genre. L'aide à ces organisations ne représente que 49 millions d'USD, soit moins de 0,5 % de la totalité de l'APD consacrée à la région. Si l'intégration croissante des objectifs d'égalité de genre dans les mécanismes de l'APD constitue une avancée positive, il est tout aussi important de comprendre comment le financement et la programmation de celui-ci influent sur les niveaux d'égalité des genres au fil du temps. En raison de données lacunaires sur les enjeux de genre, il existe assez peu d'éléments objectifs susceptibles de justifier quelles devraient être les priorités d'investissement et les approches les plus efficaces à privilégier. Un examen et une évaluation plus approfondis de la qualité et de l'efficacité de la programmation et du financement apparaissent indispensables à cet égard.

Ce document a été préparé conjointement par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE.